

Jean Boutier

Sociabilité septentrionale et politisation populaire

Les sociétés politiques écossaises des années 1792-1794

"Édimbourg, le 14 octobre [1792].— Le sentiment du besoin de lumières, cette heureuse ardeur pour les discussions politiques qui semblaient concentrées dans l'Angleterre seule, ont enfin gagné ce pays ; les presses, continuellement occupées, ne peuvent suffire à la curiosité des citoyens de tous les états. C'est au gros livre de Burke contre la révolution française et à la réponse de Payne que nous devons cette fermentation. Ces deux écrits ont tellement électrisé les têtes, que la nation semble affamée de politique ; on ne lit que ce qui en traite, on ne se voit que pour en causer."¹ Ce tableau de la fièvre politique qui s'est emparée de l'Écosse dans l'été 1792 est directement tiré de la presse écossaise. Le Caledonian Mercury du 29 septembre a publié un long avis intitulé "folie politique", qui souligne l'exceptionnalité du moment, lorsque la publication en très grand nombre de textes politiques de tous ordres n'arrive pas à satisfaire la demande du public, dont la moitié est devenue "politically mad". "Le paysan semble connaître la politique aussi bien que le pair, et soutient ses positions avec autant de force et de vigueur que si le sort de l'Empire dépendait de sa décision sur la question. Partout des sociétés se forment, des clubs se constituent, et ce à des seules fins politiques."² Cette dernière phrase ne figure pas dans l'article du Moniteur ; pourtant, elle aurait dû trouver un écho intéressé auprès des lecteurs français : l'Écosse est en train de suivre la même voie que la France depuis l'été 1789, où la diffusion de la politique nationale, jusqu'au niveau populaire et villageois, est en train de s'effectuer grâce à un réseau, plus ou moins dense, de sociétés politiques.

Si des associations politiques ont existé auparavant en Écosse — il suffit de mentionner la lettre, très connue, et très citée, du "Whig Club" de Dundee adressée en juin 1790 au président de l'Assemblée Constituante³ —, elles sont restées des associations d'élites jusqu'en 1792. Or l'expérience politique écossaise des années 1792-1794 est rarement mentionnée par les historiens de la sociabilité politique révolutionnaire⁴.

¹ Gazette nationale ou Le Moniteur Universel, 1792, n°296, 22 octobre 1792.

² Caledonian Mercury, n°11091, 29 septembre 1792, p. 3, col. 3 ; un article semblable paraît en octobre 1792 dans The Scots Magazine, LIV, 1792, p. 516.

³ La lettre est publiée en français dans Le Moniteur, réimpr., 1790, n°214, p. 282 ; elle est aussi publiée dans le Caledonian Mercury du 2 septembre 1790. Une édition complète en anglais, avec la liste des signataires, figure in George S. Veitch, The genesis of Parliamentary Reform, Londres, 2e éd., 1964, p. 359-362.

⁴ Elles figurent à peine dans nos propres publications ; cf. Jean Boutier et Philippe Boutry, "La sociabilité politique en Europe et en Amérique à l'époque de la Révolution française. Eléments pour une approche comparée", dans Michel Vovelle (éd.), L'image de la Révolution française. Communications présentées lors du congrès mondial pour le Bicentenaire de la Révolution, Sorbonne, Paris, 6-12 juillet 1989, Londres-Paris, 1989, vol. 1, p. 53-64, et Les sociétés politiques, in Atlas de la Révolution française, Paris, Editions de l'EHESS, vol. 6, 1992, p. 31 (indique une dizaine de sociétés en Écosse).

L'Écosse n'appartient pas à l'espace contrôlé par la "Grande Nation", les études sur les "sociétés des amis du peuple", quoique désormais assez étoffées⁵, s'insèrent dans d'autres cadres problématiques. Cette expérience, malgré sa brièveté — moins de deux années —, constitue pourtant, dans une approche comparative à l'échelle européenne, un élément essentiel du vaste phénomène de politisation qui, à la fin du XVIII^e siècle, touche, de façon inégale, toute l'Europe, et ne peut se réduire au seul modèle que propose la Révolution française.

Des sociétés politiques nombreuses

L'Angleterre connaît une regain d'agitation politique au début de 1792, qui se manifeste entre autres, par l'apparition de nouvelles sociétés politiques, plus militantes et plus radicales⁶. Le mouvement gagne l'Écosse au printemps, lorsque la Chambre des Communes refuse, le 18 avril, la motion de R.B. Sheridan sur la réforme des bourgs écossais. Des violences de rues agitent Édimbourg en mai-juin, au moment où se mettent en place, à la mi-juin, en divers endroits de la ville, des "societies of the friends for general reform". Le mouvement prend la forme d'une "société permanente" lorsque le 26 juillet, à la Fortune's Tavern, quelques membres éminents de ces sociétés rencontrent des délégués des bourgs d'Écosse qui, venus participer à Édimbourg à la convention générale pour la réforme des bourgs royaux, n'acceptent pas le refus par cette convention de rallier le mouvement pour la réforme du parlement. De cette rencontre naît une "general Association of the whole people"; la société sera permanente, sous le nom des "associated friends of the people", et s'efforcera d'obtenir, par tous les moyens constitutionnels, une "juste représentation du Peuple" et une durée plus limitée de la "délégation parlementaires"⁷. La première réunion a lieu le 9 août 1792, "the memorable

⁵ L'étude classique reste celle de Henry W. Meikle, Scotland and the French Revolution, Edimbourg, 1912, en particulier p. 86-110, 239-273; Edwards Hughes, "The Scottish reform movement and Charles Grey, 1792-94: some fresh correspondence", Scottish Historical Review, XXXV, 1956, p. 26-41. L'étude a été renouvelée en profondeur par les travaux de John Brims; en dehors de sa thèse, inédite à ce jour (The Scottish democratic movement in the age of the French Revolution, Ph.D. thesis, University of Edinburgh, 1983), cf. "The Scottish 'Jacobins', Scottish Nationalism and the British Union", in Roger A. Mason (ed.), Scotland and England, 1286-1815, Edimbourg, 1987, p. 247-265; "From Reformers to 'Jacobins': the Scottish Association of the Friends of the People", in T.M. Devine (ed.), Conflict and stability in Scottish Society, 1750-1800. Proceedings of the Scottish Historical Studies Seminar. University of Strathclyde, 1988-1989, Edimbourg, 1989, p. 31-50; "The Covenanting tradition and Scottish radicalism in the 1790's", in Terry Brotherstone (ed.), Covenant, Charter and Party. Traditions of revolt and protest in modern Scottish history, Aberdeen, 1989, p. 50-62; "Scottish radicalism and the United Irishmen", in David Dickson, Dáire Keogh et Kevin Whelan, The United Irishmen. Republicanism, Radicalism and Rebellion, Dublin, 1993, p. 151-166.

⁶ George S. Veitch, The genesis of parliamentary reform, Londres, 1913; nouvelle éd., Londres, 1964, p. 189-206; Robert R. Dozier, For King, Constitution and Country. The English loyalists and the French Revolution, Lexington, 1983, p. 26-54.

⁷ J. Brims, "From Reformers...", op. cit., p. 31-32, 34. Les procès-verbaux de la société sont conservés in Scottish Record Office, Edimbourg [désormais SRO], JC 26/280 (cf. p. 3-9). Pour la publication dans la presse, Caledonian Mercury, n°11 063, 28 juillet 1792. La délibération de la Convention des délégués des bourgs est publiée in The Scots Magazine, LIV, août 1792, p. 412.

9th of August 1792", selon l'expression d'Alexander Aitcheson, bourgeois d'Édimbourg qui devient membre de la société le jour même⁸.

Dans les semaines suivantes, des sociétés de ce type se créent dans les principales villes d'Écosse, à Perth dès le 14 août⁹, à Paisley probablement en août¹⁰, à Dundee le 17 septembre, sous le nom "society of the Friends of the Constitution"¹¹. Dès juillet, il existe à Glasgow une société "dans le but d'effectuer une réforme constitutionnelle et parlementaire", mais l' "Association des Amis de la Constitution et du Peuple" n'y est créée que le 3 octobre¹². Dans le courant d'octobre, les créations se font plus nombreuses. L' «esprit de mécontentement» aurait augmenté depuis l'échec militaire du duc de Brunswick en France¹³, et le «succès des démocrates français» conduirait les Écossais à «penser à fonder des sociétés pour les réformes où ils invitent les plus basses classes à entrer»¹⁴. Les créations touchent alors des villes plus modestes, voire des paroisses rurales. La "society of the Friends of the People for Constitutional Information and Reform" de Montrose est créée le 23 octobre¹⁵, les "Associated Friends of the Constitution and of the People" de Kirkintilloch le 3 novembre¹⁶, les "Associated Friends of the People and Parliamentary Reform" de Kilmarnock le 13 novembre¹⁷, la "society of the friends of the constitution and of the people" du village industriel d'Anderston, dans les fauxbourgs de Glasgow, le 17 novembre¹⁸, l' "association of the sons of Liberty and the Friends of Man" de Partick, village de la paroisse de Govan, créée le 22 novembre¹⁹, les "Friends of Peace and the Natural Rights of Man" de Penicuik créés le 30 novembre²⁰, les "associated Friends of the People" à Wigton le 3 décembre²¹. D'autres sociétés²², toutes permanentes, se forment, entre la fin de novembre et le début de décembre, à Dunbar²³, Dalkeith²⁴, Musselburgh²⁵, Dunfermline²⁶ ou Renton, près de Dumbarton-Sbire²⁷.

⁸ Thomas B. Howell et Thomas J. Howell (éd.), A complete collection of state trials and proceedings for high treason and other crimes and misdemeanors (désormais ST), Londres, t. XXIII, 1817, col. 528.

⁹ Caledonian Mercury, n° 11 078, 1er sept. 1792.

¹⁰ E.W. McFarland, Ireland and Scotland in the Age of Revolution. Planting the Green Bough, Edimbourg, Edinburgh University Press, 1994, p. 78.

¹¹ Caledonian Mercury, n°11 093, 4 oct. 1792.

¹² Caledonian Mercury, n°11 066, 4 août 1792, p. 4 ; n°11 097, 13 octobre 1792, p. 3.

¹³ SRO, Arniston Mss RG 4/15/5/n°75, lettre de C. Long à H. Dundas, 19 nov. 1792.

¹⁴ SRO, RH2/4/64, Home office correspondence, f°369, Scott Moncrief à Alexander MacOnochie, 12 oct. 1792.

¹⁵ Caledonian Mercury, n°11 106, 3 nov. 1792 ; Edinburgh Advertiser, n°3012, 6-9 nov. 1792, p. 298.

¹⁶ Caledonian Mercury, n°11 109, 10 nov. 1792 ; Edinburgh Advertiser, n°3013, 9-13 nov. 1792, p.306.

¹⁷ Edinburgh Advertiser, n°3015, 16-20 nov. 1792, p. 327.

¹⁸ Public Record Office, Londres [désormais PRO], Home Office [désormais HO] 102, Scotland correspondence and papers, 6 ; le compte rendu figure sur une coupure de journal sans titre.

¹⁹ ST, XXIII, col. 34.

²⁰ Edinburgh Advertiser, n°3019, 30 nov. - 4 déc. 1792, p. 354.

²¹ Caledonian Mercury, n°11 121, 8 déc. 1792 ; Edinburgh Advertiser, n°3020, 4-7 déc. 1792, p. 363.

²² Caledonian Mercury, n°11 117, 29 nov. 1792, n°11 122, 10 déc. 1792 ; Edinburgh Advertiser, n°3018, 27-30. nov. 1792, p. 351, n°3020, 4-7 déc. 1792, p. 363.

²³ Caledonian Mercury, n°11 117, 29 nov. 1792 ; Edinburgh Advertiser, n°3018, 27-30. nov. 1792, p. 351.

²⁴ PRO, HO 102, 6, rapport d'un informateur, 28 nov. 1792.

²⁵ PRO, HO 102, 6, rapport d'un informateur, 28 nov. 1792.

Dans cette diffusion, les militants des villes ont, comme d'habitude, joué un rôle décisif. Certains entreprennent de véritables tournées pour susciter des associations. Thomas Muir, jeune avocat calviniste qui a été élu vice-président de la société de Glasgow à sa création, arpente, à l'automne 1792, les comtés de Lanark — dont il est originaire —, de Dumbarton, de Stirling et de Renfrew, prend la parole dans les réunions publiques, distribue journaux et pamphlets, prête des livres de sa propre bibliothèque, et invite tous ceux qui le peuvent à lire des "livres politiques"²⁸ ; la société de Kirkintilloch le remercie ainsi pour "his unremitting exertion in the cause of freedom and humanity"²⁹. Un armurier des faubourg de Glasgow, James Smith, qui sera délégué de la société de Gorbals (une banlieue de Glasgow) à la convention d'Edimbourg, en décembre 1792, apporte aux habitants du village de Partick les résolutions que leur société doit adopter³⁰. Le mouvement dépasse toutefois par son ampleur ces initiatives individuelles.

En quelques mois, le succès est en effet considérable. A la mi décembre, il existe quelque 80 sociétés, réparties entre 35 villes ou paroisses différentes³¹. Le réseau dépasse largement celui constitué en Irlande depuis la fin de 1791 par les "United Irishmen", qui ne compte, en dehors de Dublin et de Belfast, qu'une dizaine de sociétés³². Certes, la dynamique initiale ne se prolonge pas. La seconde convention générale, du 30 avril au 3 mai 1793, ne réunit que 117 délégués venus de 29 villes et paroisses³³. Si la dernière convention, qui s'ouvre le 29 octobre 1793, pour se transformer en Convention britannique à partir du 19 novembre, regroupe plus de 200 délégués³⁴, elle s'achève par son interdiction et sa dispersion par les autorités d'Edimbourg, le 5 décembre 1793. Les principaux leaders, William Skirving, Alexander Scott, les anglais Maurice Margarot et Joseph Gerrald, sont arrêtés, et jugés. La répression qui suit porte un coup très dur à la vie associative.

Beaucoup de sociétés cessent dès lors de se réunir. A Edimbourg, deux sociétés seulement poursuivent tant bien que mal leur activité : une qui se réunit dans l'école de William Robertson, à Symon's square, au sud de la ville — elle réunit 60 à 70 personnes — ; l'autre chez l'imprimeur George Ross, Liberty's Court, South Bridge³⁵.

²⁶ *Caledonian Mercury*, n°11 122, 10 déc. 1792 ; *Edinburgh Advertiser*, n°3020, 4-7 déc. 1792, p. 363.

²⁷ *Edinburgh Advertiser*, n°3026, 25-28 déc. 1792, p. 411.

²⁸ Christine Bewley, *Muir of Huntershill*, Oxford, 1981, p. 35. Parmi les témoignages lors du procès de Muir, en août 1793, cf. en particulier, *ST*, XXIII, col. 137-153, 179.

²⁹ *Caledonian Mercury*, n°11 109, 10 nov. 1792.

³⁰ *ST*, XXIII, col. 34-35, 22 nov. 1792 ; H.W. Meikle, *op. cit.*, p. 240.

³¹ H.W. Meikle, *op. cit.*, p. 105

³² Nancy J. Curtin, "The United Irishmen organisation in Ulster : 1795-1798", in D. Dickson, D. Keogh et K. Whelan, *op. cit.*, p. 210. Ces données concernent la fin de 1792.

³³ H.W. Meikle, *op. cit.*, p. 274-275 ; J. Brims, "From Reformers...", *op. cit.*, p. 43-45.

³⁴ Le chiffre est établi à partir des procès-verbaux, *ST*, XXIII, col. 391-393, 413 ; les évaluations des témoins sont légèrement inférieures : de 150 à 160 selon le comité parlementaire (*The Parliamentary History of England from the Earliest Period to the Year 1803*, Londres, XXXI, 1818 (désormais *PH*), débats parlementaires, col. 888-889), 180 selon M. Margarot (lettre aux sociétés de Norwich, 24 nov. 1793, *ibid.*, col. 854).

³⁵ *ST*, XXIII, col. 1253, 1315-1318.

Au printemps 1794, deux autres, à leur tour, manifestent une certaine activité, l'une l'école de Philip, à Calton, l'autre est l'ancienne société de Canongate n°3³⁶. Cette reprise d'activité se traduit aussi par une croissance de la fréquentation : au lendemain de la dissolution de la Convention britannique, la société de Symon's square ne comptait que de 13 à 20 membres ; très vite elle en compte près d'une centaine³⁷. En dehors des grandes villes, l'activité ne se maintient elle aussi que par endroit, et de façon plus réduite : à Water of Leith, près d'Edimbourg, la société ne se réunit plus "so frequently"³⁸ ; "the society of Stirling was not so numerous as it was once"³⁹. Dans les premiers mois de 1794, des sociétés restent également actives à Broughton⁴⁰, Dalkeith⁴¹, Perth, Paisley et peut-être à Dundee⁴². A l'ouest, dans le Lanarkshire, quelques sociétés (Strathaven, Kilmarnoch, Galston, Newmils, Darvell) s'unissent et se dotent d'un comité général au tout début d'avril 1794⁴³. Les arrestations peuvent parfois, comme à Paisley, susciter des meetings publics pour s'opposer à la répression et réaffirmer le programme politique des sociétés⁴⁴.

Les sociétés se donnent alors une armature plus solide. Dès janvier 1794 se met en place un "Comittee of Union" ou "General Comittee", pour tenter de préserver force et cohésion au mouvement : il regroupe au maximum trois délégués par société et compte en février-mars quelque trente membres⁴⁵. Des "Fundamental Principles or Regulations", pris sans doute en février-mars, précisent que le comité se réunit une fois par semaine, à 8 h. du soir ; son président change à chaque séance, alors que son secrétaire reste trois mois en fonction ; chaque société envoie un délégué pour trente membres, avec un maximum de trois délégués ; ces délégués, enfin, sont élus pour trois mois, le premier jeudi de février, mai, août et novembre⁴⁶. En mars, le comité se dote d'une structure exécutive plus resserrée, le "Committee of Ways and Means", composé de sept membres qui se réunissent pour la première fois le 10 mars 1794⁴⁷. Au moment où la Corresponding Society de Londres tente de réunir une nouvelle convention en Angleterre⁴⁸, les amis du peuple écossais sont attirés par l'action clandestine et, sous la direction de nouveaux

³⁶ ST, XXIII, col. 1282, 1er avril 1794. .

³⁷ ST, XXIII, col. 1316, déposition de W. Robertson.

³⁸ ST, XXIII, col. 1268.

³⁹ ST, XXIV, col. 103, déposition de John Fairley (Broughton).

⁴⁰ ST, XXIV, col. 67, déposition de Mr. Bonthorne (Broughton).

⁴¹ ST, XXIV, col. 94, déposition de Jame Hunter.

⁴² ST, XXIII, col. 1254, déposition de George Ross (Edimbourg). Les informateurs de H. Dundas considèrent toutefois que la situation est tranquille à Perth et Dundee : PH, XXXI, col. 900, lettre du 24 mai 1794.

⁴³ ST, XXIII, col. 1255, déposition d'Alexander Mitchell (Strathaven).

⁴⁴ PH, XXXI, col. 900, lettre de Henry Dundas, 24 mai 1794.

⁴⁵ ST, XXIII, col. 1243, 1268, 1317. La Convention britannique avait elle aussi décidé de créer un "committee of Union" mais pour marquer l'univion entre l'Écosse et l'Angleterre : PH, XXXI, col. 854, lettre de Margatrot aux sociétés de Norwich, 24 nov. 1793.

⁴⁶ ST, XXIII, col. 1243, 1303-1304

⁴⁷ Le comité est créé le 5 mars (ST, XXIV, col. 78) ; sur ses premières réunions, ST, XXIII, col. 1269.

⁴⁸ ST, XXIII, col. 1329.

leaders comme David Downie⁴⁹ ou Robert Watt⁵⁰, se lancent dans la préparation d'un complot insurrectionnel armé. L'arrestation, à la mi-mai, de plusieurs chefs, comme Brownie et Watt, aboutit à des procès, et à la condamnation à mort de Watt au début de septembre : son exécution, le 10 septembre 1794⁵¹, marque, pour plusieurs années, l'arrêt de la sociabilité politique écossaise.

Plus d'une centaine de ces sociétés écossaises ont laissé une trace de leur activité au cours de ces deux brèves années (août 1792-mai 1794). Elles sont loin d'être également réparties à travers l'Écosse : elles n'existent que dans 16 des 33 comtés, au centre de l'Écosse, entre Dundee et Kilmarnoch, sous l'emprise forte d'Édimbourg (au moins 14 sociétés) et de Glasgow (au moins 10 sociétés). Deux extrêmes, isolés : au nord, à Cromarty⁵², au sud, à Wigtown. A suivre les classification du recensement de 1801-1802, les sociétés urbaines dominant, mais des sociétés peuvent se créer dans de simples villages, comme ceux de Miltoun et Lenoxtown, dans la paroisse de Campsie (comté de Stirling)⁵³, à Partick, dans la paroisse de Govan, près de Glasgow⁵⁴, ou à Johnstone, dans la paroisse de l'abbaye de Paisley. Même si les effectifs n'atteignent pas ceux des sociétés des grands centres de l'Angleterre ouvrière et industriel, ce qui importe ici est la capillarité d'un réseau, qui fonctionne sans solution de continuité de la capitale jusque vers des villages éloignés, mais jamais isolés.

La zone d'implantation des sociétés correspond en grande partie à l'Écosse des tisserands, qu'il s'agisse de la laine, mais aussi du lin et du coton, des ouvriers des récentes manufactures d'indiennes, de bas ou de mousseline. Partout les ouvriers-artisans figurent an grand nombre parmi les membres. Dans plusieurs d'entre elles, ils constituent même le bureau, comme à Kirkintilloch (le président est un boulanger, le vice-président un tisserand et le secrétaire un bonnetier) ou à Partick (respectivement un sellier, un imprimeur sur toile et un apprenti-coupeur)⁵⁵. A suivre la description statistique de l'Écosse par J. Sinclair, rares sont les villes ou villages ayant une société qui soient dépourvus d'industrie, tels la petite ville de Mid-Calder, le port de Belhaven, ou la

⁴⁹ Cf. William J. Anderson, "David Downie and the «Friends of the People»", *The Ines Review, Scottish Catholic Historical Review*, XVI, 1965, p. 165-179 ; Christine Johnson, "David Downie : a reappraisal", *ibid.*, XXXI, 1980, p. 87-94.

⁵⁰ Cf. Curtis W. Wood jr, "Watt, Robert", in Joseph O. Baylen et Norbert J. Gossman (eds.), *Biographical dictionary of modern British Radicals*, 1. 1770-1830, Sussex, Harvester Press, 1979, p. 516-517.

⁵¹ Cf. *ST*, XXIV, col. 198-200.

⁵² La société de Cromarty n'est mentionnée que dans une lettre de Margarot, 24 nov. 1793, in *PH*, XXXI, col. 854. Son existence n'est toutefois pas signalée dans une étude récente sur la région de Cromarty, qui indique pourtant l'important mouvement de protestations paysannes de l'été 1792 : Eric Richards et Monica Clough, *Cromartie : Highland life, 1650-1914*, Aberdeen, 1989.

⁵³ Cf. John Cameron, *Calico printing in Campsie*, Kirkintilloch, 1891, p. 8-13.

⁵⁴ *ST*, XXIII, col. 34 (créée le 22 nov. 1792).

⁵⁵ *ST*, XXIII, col. 139, 35.

paroisse d'Eddleston, qui se consacre totalement à l'élevage du mouton⁵⁶. Tous les centres textiles ne semblent pas toutefois s'être dotés d'une société des amis du peuple.

La vie associative

Faute de registres de délibération de ces sociétés⁵⁷, il est difficile de connaître la vie associative au quotidien. Leurs déclarations de fondation, les bribes de correspondances échangées dessinent toutefois avec clarté le programme politique qui les réunit. Il s'agit d'obtenir une juste représentation du peuple en réformant les circonscriptions électorales et en établissant le suffrage universel masculin, et de réduire à une ou deux années la durée du mandat électif au parlement. Il s'agit également de diminuer l'armement, de démocratiser le pouvoir municipal ou de contrôler les élections du clergé. Au delà de ces objectifs précis, les sociétés doivent s'efforcer, pour installer la démocratie, de "diffuser le savoir politique"⁵⁸.

Il est difficile de se faire une idée précise des réunions. Si certaines sociétés tiennent une assemblée générale par semaine, comme à Partick où chez les Amis de la Liberté de Dundee⁵⁹, il semble que, le plus souvent, des solutions différentes aient été retenues : réunions de petits groupes, existence d'un comité de délégués de ces groupes pour assurer la cohésion de l'ensemble. Pour mettre en œuvre leur programme, les sociétés présentent en effets deux caractères organisationnels spécifiques, paradoxaux en apparence.

D'une part, elles limitent leur taille. Elles reprennent le modèle inauguré par la "corresponding society" de Londres ou la Constitutional Society de Sheffield et diffusé à travers toute l'Angleterre et l'Irlande⁶⁰ : l'association de petites unités, étroitement reliées entre elles au sein d'une structure pyramidale, dont le sommet est constitué par un comité de représentants. A Dumferline, dès sa création, la société comporte douze districts ou quartiers ; chacun désigne deux ou trois délégués pour constituer un comité commun⁶¹. Le plus souvent, le nombre des sociétés augmente avec les recrutements : la ville de Perth compte 4 sociétés à la fin de septembre, 9 en décembre 1792, 12 en avril 1793⁶² ; la société de Kilmarnock, créée le 13 novembre 1792, compte déjà 7 sociétés un mois plus

⁵⁶ John Sinclair (éd.), A statistical account of Scotland, 1791-1799, rééd., Wakefield, 1975 (cf. III, p. 92, 467, 745) ; Norman Murray, The Scottish handloom weavers, 1790-1850. A social history, Edimbourg, 1978, p. 208-210.

⁵⁷ Les sociétés tenaient pourtant registre : cf. les mentions de ceux de Kirkintilloch ou de Dundee, ST, XXIII, col. 34, 330.

⁵⁸ Cf., par exemple, les intentions de la société de Glasgow, Caledonian Mercury, n° 11 101, 22 oct. 1792.

⁵⁹ ST, XXIII, col. 34.

⁶⁰ H.T. Dickinson, British radicals and the French Revolution, 1789-1815, Oxford, 1985, p. 9-12 ; Allan W.L. Seaman, "Reform politics at Sheffield, 1791-1797", Transactions of the Hunter archaeological Society, VII, 1951-1957, p. 218-219.

⁶¹ Caledonian Mercury, n°11 122, 10 déc. 1792.

⁶² H.W. Meikle, op. cit., p. 92, 240, 275.

tard, lors de la première Convention d'Édimbourg (11-13 décembre), 9 le 19 décembre⁶³ ; à Glasgow, en moins de deux mois d'existence, la société s'est déjà divisée quatre ou cinq fois⁶⁴. Cette division rapproche de fait la société des formes plus élémentaires de communautés de vie, comme le quartier, la rue en ville, le village à la campagne, et permet une pénétration capillaire de la politique.

Cette division forte est immédiatement contrebalancée par la création de liens multiples entre sociétés. La correspondance ne joue en Écosse qu'un rôle limité. Certes, la société de Patrick, à sa création, entend non seulement coopérer avec la respectable société des amis du peuple de Glasgow, mais encore avec "la foule innombrable des associations réformatrices d'Écosse, d'Angleterre et d'Irlande"⁶⁵, celle de Kirkintilloch se propose également "to co-operate with the Association of the Friends of the People in London in all constitutional Measures"⁶⁶, "we are ready to correspond with all other societies or individuals professing similar principles", précise celle de Montrose⁶⁷. C'est en partie un vœu pieux : parmi les correspondants écossais de la "Corresponding society" de Londres, ne se figurent ainsi que les sociétés de Dundee, Édimbourg, Glasgow, Kirkintilloch, Paisley, Perth et Stirling⁶⁸. En mai-juin 1793, la Constitutional Society de Leeds, qui vient de se créer, désire établir une "fraternal communication" avec Édimbourg, puis s'affilier certes avec Londres, Sheffield et Birmingham, mais aussi avec Glasgow : le choix signale, si besoin était, les deux centres du mouvement écossais⁶⁹. Faut-il dès lors considérer que l'espace politique que dessine ces sociétés est avant tout britannique ? Les "united societies" de Paisley, en novembre 1792, décident que leurs résolutions seront publiées dans des journaux de Glasgow, Edimbourg et Aberdeen, mais aussi de Londres et de Manchester⁷⁰. En revanche, les sociétés écossaises ne semblent pas avoir eu, à la différence des sociétés anglaises, de relations avec les sociétés françaises.

La force, toute relative, des sociétés écossaises réside avant tout dans leur réseau à l'intérieur de l'espace écossais. Au niveau local, les sociétés s'unissent directement, d'où la multiplication des "united societies", comme à Paisley. Ces unions peuvent regrouper plusieurs villages ou paroisses, comme celle qui unit les sociétés de Kilmarnoch, Galston, Newmills, Strathaven et Darvel, dans l'Ayrshire⁷¹. Dès la fin de septembre 1792, Muir dénonce toutefois le risque d'une "parochial, or even county association"⁷². Il

⁶³ H.W. Meikle, *op. cit.*, p. 240 ; *Edinburgh Advertiser*, n°3026, 25-28/12/1792, p. 411.

⁶⁴ PRO, HO 102, 6, lettre de J. Mathison à Pitt, Edimbourg, 16 nov. 1792.

⁶⁵ *ST*, XXIII, col. 35.

⁶⁶ PRO, HO 102, 6.

⁶⁷ *Caledonian Mercury*, n°11 106, 3 nov. 1792.

⁶⁸ Cf. Mary Thale (ed.), *Selections from the papers of the London Corresponding Society, 1792-1799*,

Cambridge, 1983, à l'index. Cette correspondance, un moment interrompue, est reprise en mai 1793, au moment où les sociétés écossaises connaissent des difficultés : PH, XXXI, col. 815, lettre de T. Hardy, Londres, 17 mai 1793.

⁶⁹ PH, XXXI, col. 841, lettre du 29 mai 1793, col. 823, lettre du 26 juin 1793.

⁷⁰ *Caledonian Mercury*, n°11 107, 5 nov. 1792.

⁷¹ *ST*, XXIII, col. 1255, lettre de la société de Strathaven, 9 avr. 1794.

⁷² *Glasgow Advertiser*, 23-26 septembre 1792, cité par E.W. McFarland, *op. cit.*, p. 80.

faut donc susciter au niveau régional, une coordination. Le phénomène est important autour des deux grandes villes, et plus particulièrement autour d'Édimbourg, avec la formation des "United societies in and around Edinburg". Un comité général, qui regroupe des délégués de chaque société, se réunit probablement une fois par mois⁷³. Il peut prendre le nom de "Convention" : l'une d'elle se réunit le 21 novembre, et élit William Skirving comme secrétaire⁷⁴ ; les séances se succèdent, le 28 novembre, les 5 et 6 décembre, et continuent, semble-t-il, durant les premiers mois de 1793⁷⁵. D'autres regroupements ont dû aussi se former, comme cette "provincial convention" qui se tient dans le comté de Fife le 15 octobre 1793⁷⁶.

Au niveau de l'Écosse toute entière, Thomas Muir propose, dès le 21 novembre 1792, d'appeler à une "convention générale des délégués des diverses sociétés établies en Ecosse selon des principes semblables"⁷⁷. C'est le point de départ de la première Convention, qui se réunit à Édimbourg du 11 au 13 décembre 1792⁷⁸.

La tenue de vastes conventions est propre au monde politique britannique des dernières décennies du XVIII^e siècle⁷⁹. A Édimbourg, il s'agit d'une convention "générale" et non "nationale", car "toute l'Écosse" n'y est pas représentée⁸⁰. Les structures alors mises en place assurent pourtant à la fois unité et centralisation : l'organisation pourrait s'effectuer selon trois niveaux, celui des associations, celui des "districts", celui enfin des "conventions générales"⁸¹. La structure financière adoptée décalque cette hiérarchie ; chaque comté possédera son comité des finances, en correspondance avec le comité d'Édimbourg ; ainsi, chaque société contribuera, selon son gré, aux dépenses de l'organisation centrale⁸².

La limite toutefois apparaît dès lors que les leaders tentent de sortir du cadre écossais. En octobre-décembre 1793, malgré la lettre circulaire de W. Skirving qui demande aux sociétés anglaises, dès le 5 octobre 1793, d'envoyer des députés, seules répondent, en dehors de deux sociétés londoniennes, la Corresponding Society et ladésigne Margarot et Gerrald comme délégués⁸³ ; la Society for Constitutional

⁷³ ST, XXIII, col. 532.

⁷⁴ ST, XXIII, col. 170.

⁷⁵ Les procès-verbaux en sont publiés dans divers journaux : par exemple, ceux des 21 et 28 novembre in The Scots Magazine, LIV, novembre 1792, p. 569 ; ceux des 5 et 6 décembre in Caledonian Mercury, n°11 120-11 121.

⁷⁶ ST, XXIII, col. 304.

⁷⁷ PH, XXXI, col. 871, 21 nov. 1792.

⁷⁸ H.W. Meikle, op. cit., p. 239-273 ; les minutes de cette première convention sont conservées in SRO, RH2/4/66, 342-348, 350-360.

⁷⁹ T. M. Parssimen, "Association, convention and anti-parliament in British radical politics, 1771-1848", English Historical Review, LXXXVIII, 1973, p. 510-515. Notons que T. Paine vient d'insister sur leur rôle.

⁸⁰ H.W. Meikle, op. cit., p. 247.

⁸¹ H.W. Meikle, op. cit., p. 254.

⁸² H.W. Meikle, op. cit., p. 256-257.

⁸³ Henry Collins, "The London Corresponding Society", in John Saville (ed.), Democracy and the Labour movement. Essays in honour of Dona Torr, Londres, 1954, p. 118.

Information désigne à son tour Sinclair et Yorke. Hors de Londres, les réponses sont plus lentes, et plus incertaines : la société de Sheffield se décide, seulement le 15 novembre, et délègue Mathew Campbell Brown⁸⁴. Celle de Leeds déclare avoir reçu l'information trop tard pour en envoyer un⁸⁵. Finalement, celles de Norwich donnent mandat à Margarot⁸⁶.

Politisation populaire

Dans Les Annales de la paroisse, œuvre littéraire rédigée vers 1813 qui évoque la vie villageoise durant la décennie 1790, John Galt souligne l'essor de la lecture et de l'esprit de réflexion. "Parmi les fileurs de coton et les tisseurs de mousseline de Cayenneville, il y avait plusieurs esprits insatisfaits et ambitieux, qui s'étaient associés et recevaient un journal de Londres à l'auberge des clés-croisées, où ils avaient l'habitude, la nuit, de se réunir et de débattre à propos des Français." Ce journal, note-t-il plus loin, ils le prenaient à un libraire qui avait ouvert boutique en ville et était en contact avec quelques réformateurs anglais⁸⁷. Ces quelques lignes tracent avec vigueur les grandes caractéristiques de cette entrée des groupes populaires écossais en politique : le contexte international, aussi bien français qu'anglais, avec l'essor des "radicals" ; l'essor d'une sociabilité populaire fortement politique, qui se développe autour d'une lecture passionnée de la presse, ce qui permet un lien immédiat avec les agitations londoniennes ; le rôle central des artisans du textile, l'accent mis ici sur les spécialités les plus récentes étant peut-être une vision un peu anachronique, de quelques décennies postérieure. Reprenons ici quelques uns de ces éléments.

L'émergence rapide de sociétés politiques est à l'évidence inséparable d'une riche vie associative dans les villes, mais aussi dans les villages écossais. Associations religieuses, mais aussi ouvrières, avec l'existence de sociétés de secours (friendly societies) dès la fin du XVIIIe siècle en Écosse⁸⁸ : certains membres des "Amis du Peuple" appartiennent à l'une d'elles, tel W. Binning, de Walter of Leith, près d'Édimbourg⁸⁹. Les campagnes sont aussi dotées de cercles de lectures ou de bibliothèques ; William Muir, tisserand de Kirkintilloch, est membre d'une société "dans le but d'acheter et de lire des livres", pour laquelle il achète plusieurs numéros du Patriot,

⁸⁴ A.W.L. Seaman, op. cit., p. 223.

⁸⁵ Lettre de la Constitutional Society de Leeds à W. Skirving, in PH, XXXI, col. 844. Finalement elle demandera à Browne de représenter aussi Leeds, ibid., col. 852.

⁸⁶ C.B. Jewson, The Jacobin City. A portrait of Norwich in its reaction to the French Revolution, 1788-1802, Glasgow-Londres, 1975, p. 43.

⁸⁷ John Galt, The Annals of the parish, or the chronicle of Dalmailing during the ministry of the Rvd. Micah Balwhidder, written by myself, Edimbourg-Londres, 1821, ch. 29 (1788) (sic), p. 253, ch. 31 (1790), p. 262-263. Cf. I. Campbell, "John Galt's Annals of the Parish", Scotia, X, 1986, p. 15-25.

⁸⁸ Thomas Johnston, The history of working classes in Scotland, Glasgow, 1920, p. 381-382.

⁸⁹ ST, XXIV, col. 60-61.

et le très radical Political progress of Great Britain, œuvre de J.T. Callender, publié en 1792 à Édimbourg⁹⁰. Il faudrait enfin faire la part de la sociabilité maçonnique, dont l'implantation est très forte dans les villes — Paisley compte quatre loges⁹¹ —, mais aussi dans les villages : dans le seul comté d'Ayr, on a dénombré trente loges aux cours du XVIIIe siècle, dont trois à Kilmarnoch, une à Newmilns et une à Galston⁹² ; le village textile de Lennoxton possède une première loge en 1772, une seconde en 1796⁹³. Si les liens existent entre maçons et "amis du peuple" — les dernières réunions de la Convention britannique se tiennent dans une loge maçonnique de Blackfriars Wynd⁹⁴ —, il est pour l'instant difficile de mieux préciser les rapports entre les deux formes de sociabilité.

Deuxième aspect : l'entrée en politique est inséparable d'une forte circulation de l'imprimé. Un habitat de Dundee témoigne ainsi que, dans une des sociétés, "ils avaient introduit la pratique de lire des lettres, des extraits ou des opuscules, et de les mettre en valeur par la discussion..."⁹⁵ Les sociétés des villages, "pour obtenir leur information politique", ont aussi l'habitude de s'adresser aux libraires, et d'acquérir "tous les opuscules politiques qui sont publiés chaque mois", selon le témoignage de Alexander Johnston, blanchisseur à Kincaid Printfield (paroisse de Campsie)⁹⁶. Les procès qui se déroulent en 1793 et 1794 contre les leaders écossais soulignent ces usages de l'imprimé politique. Si la justice est obsédée par la circulation des Droits de l'Homme de Paine, les interrogatoires révèlent des pratiques plus diversifiées. Les presses s'activent pour imprimer déclarations, opuscules ou ouvrages plus conséquents. T. Muir, un des initiateurs du mouvement, non seulement invite tous ceux qui le peuvent à lire des "livres politiques", mais prête des livres de sa propre bibliothèque⁹⁷. La presse radicale anglaise circule jusque dans les campagnes, comme le Patriot, bimensuel publié à Sheffield à partir de mars 1792, entre Dundee et Glasgow, jusqu'à Kirkintilloch⁹⁸. Des lieux de lectures se dessinent, habituels comme les cafés et les tavernes d'Édimbourg, auxquelles les éditeurs

⁹⁰ ST, XXIII, col. 159-160 ; cf. David D. McElroy, Scotland's age of Improvement : a survey of Eighteenth century literary clubs and societies, Washington, 1969, p. 99.

⁹¹ William M. Metcalfe, A History of Paisley, Paisley, 1909, p. 402.

⁹² John Strawhorn, Ayrshire at the times of Burns, Ayr, 1959, p. 132.

⁹³ John Cameron, The parish of Campsie. A sketch of biographical, ecclesiastical, historical, genealogical and industrial, Kirkintilloch, 1892, p. 102.

⁹⁴ ST, XXIII, col. 478.

⁹⁵ ST, XXIII, col. 322, lettre de T. Fyshe Palmer à W. Skirving, Dundee, 9 juil. 1793.

⁹⁶ The Scots Magazine, LV, 1793, p. 421, septembre 1793 ; le témoignage est porté lors du procès contre T. Muir : "the way to communicate with their neighbours was by publishing in the newspapers, ... in order to obtain political information, they ought to apply to booksellers, and get all the political pamphlets which were published monthly..." Ce même témoignage se trouve aussi en des termes proches in ST, XXIII, col. 137 : "The means these societies were to use, for these ends, was, to petition parliament, and to communicate their resolutions, and extend their knowledge by publishing and circulating useful publication. That in order to obtain that knowledge, they ought to get all political pamphlets from a neighbourhood bookseller".

⁹⁷ Christine Bewley, Muir of Huntershill, Oxford, 1981, p. 35 ; ST, XXIII, col. 137-153, 179, en particulier le témoignage de Anne Fischer, col. 146-147.

⁹⁸ ST, XXIII, col. 119, 121. Thomas Muir aurait ainsi donné onze numéros du Patriot à William Muir, tisserand de Kirkintilloch. Sur The Patriot, A.W.L. Seaman, op. cit., p. 220.

du Courier de Londres envoient leur journal⁹⁹, plus inattendus, comme les boutiques de coiffeurs — "un bon endroit pour lire", selon une femme de Glasgow¹⁰⁰. A entrevoir la circulation de ces livres notamment parmi les ouvriers du textile, en particulier les tisserands, comme ce John Brown, tisserand de Lennoxton (paroisse de Campsie) qui reconnaît avoir acheté les Droits de l'Homme de Paine à Glasgow, l'ayant vu "par hasard à la vitrine d'une boutique", et l'avoir lu¹⁰¹, il n'y a pas de quoi s'étonner, étant donné l'importance des milieux de l'artisanat dans la souscription de livres populaires, au moins depuis le milieu du XVIIIe siècle¹⁰². D'où l'insistance des sociétés à mobiliser la presse, pour s'informer mais aussi pour faire connaître leurs actions et prises de positions ; un espace public s'instaure ici. L' Edinburg Gazeteer, créé en novembre 1792 par William Johnston, le premier président des "associated friends of the people" d'Édimbourg, devient ainsi le porte-parole des sociétés. Cette presse, malgré ses engagements, reste toutefois rarement monocolore. Et c'est bien là l'ultime caractéristique de cette politisation qui s'effectue dans un contexte de confrontation voire d'hostilité.

Dès juillet 1792, la presse écossaise publie des proclamations d'assemblées "loyalistes", qui affirment leur attachement au roi, à la constitution et à l'ordre public. Le mouvement devient massif en décembre, après la proclamation de J. Reeves, à Londres, le 20 novembre¹⁰³. De très nombreuses sociétés loyalistes se forment alors, affichant leur "indépendance" vis-à-vis de "tout parti politique" ; plus encore, maintes corporations de métiers ou communautés d'habitants affichent leur position hostile aux "Amis du peuple". Des associations anciennes se politisent, comme la "société de golf des bourgeois d'Édimbourg", créée en 1768, qui condamne vigoureusement la Convention de décembre 1792¹⁰⁴. Cette campagne facilite la répression, et les procès contre les leaders du mouvement se multiplient à partir de janvier 1793 ; mais elle contribue aussi à la constitution, encore mal stabilisée, d'un espace public de discussion et de confrontation politique, fort différent de celui que connaît la France dans les premières années de la Révolution.

⁹⁹ PH, XXXI, lettre du secrétaire de la Society for Constitutional Information à M. Margat, Londres, 8 nov. 1793, col. 843.

¹⁰⁰ ST, XXIII, col. 146, août 1793.

¹⁰¹ ST, XXIII, col. 146, 30 août 1793.

¹⁰² Cf. Peter Laslett, "Scottish weavers, cobblers and miners who bought books in the 1750's", Local Population Studies, 3, 1969, p. 7-15 ; R.E. Jones, "Book owners in Eighteenth century Scotland: note on subscription lists in books edited by John Howie", Local Population Studies, 23, 1979, p. 33-35 ; R.A. Houston, Scottish literacy and the Scottish identity. Illiteracy and society in Scotland and Northern England, Cambridge, 1985, p. 174-178.

¹⁰³ Sur le mouvement loyaliste, cf. R.R. Dozier, op. cit., passim.

¹⁰⁴ Cf. par exemple, Caledonian Mercury, n°11 126, 20 déc. 1792 ; The Scots Magazine, LIV, 1792, p. 223-224.

Il ne s'agissait pas, à travers ces quelques lignes, de reprendre en profondeur l'analyse du mouvement politique écossais dans les années 1790, mais d'esquisser, hors de France, quelques aspects d'une politisation populaire. Cette politisation est inséparable de la sociabilité associative, en Écosse comme en France, même si le rôle de la presse et de l'imprimé s'affirme en Écosse avec vigueur. Cette politisation s'insère sur un terrain - nous ne l'avons pas abordé ici, faute de place- fortement travaillé par des dissensions religieuses, dont E.P Thompson a naguère analysé l'action dans la constitution de la classe ouvrière anglaise. Enfin, dans ce cas, exceptionnel hors de France, d'une forte politisation rurale, l'importance d'un tissu proto-industriel en pleine expansion semble décisive, comme cela vient d'être récemment démontré par D. Pingué pour la Normandie, et comme cela semble jouer aussi dans l'East Anglia, autour de Norwich.